

LES DEMOCRATIES LIBÉRALES DE 1919 A 1939 ;

Introduction

1918. La guerre se termine. Les grandes puissances victorieuses, France, Royaume Uni, Etats-Unis, Italie, appartiennent au camp des démocraties (Italie très relativement). Le système politique britannique est même considéré comme le modèle du parlementarisme ; les Etats-Unis se veulent les champions de la liberté ; la France est la mère de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. En face, les grands empires autoritaires se sont effondrés. Les vieilles dynasties, les Habsbourgs d'Autriche-Hongrie, les Hohenzollern d'Allemagne, les Romanov de Russie et bientôt le sultan ottoman perdent leur trône. Une telle situation pare d'un prestige considérable à la démocratie.

L'un des plus étonnants paradoxes de l'histoire contemporaine de l'Europe est que la démocratie, créditée au lendemain de la Première Guerre mondiale, d'un prestige et d'un capital de confiance exceptionnelle, se soit finalement révélée fragile. En fait, le conflit mondial a profondément ébranlé l'Europe, les valeurs sur lesquelles celle-ci s'appuyait jadis, ses structures politiques et économiques, ses assises sociales. Le soulagement qu'apporte en 1918 le retour à la paix, l'apparent consensus autour des principes démocratiques et libéraux cache la crise profonde que vont connaître les démocraties dans l'entre-deux-guerres.

Cette crise trouve sa raison dans la conjonction des assauts qui lui sont livrés de l'extérieur par le fascisme et le communisme et des défauts d'ordre interne, politiques et surtout économiques.

Plan : I/ Des démocraties apparemment renforcées (1919-1929). II / Des démocraties très affaiblies par la Grande Dépression et le renforcement des régimes autoritaires ou totalitaires (1930-1939)

I / Des démocraties apparemment renforcées de 1919 à 1929:

A) La Ière Guerre Mondiale provoque la multiplication des démocraties libérales

a- La démocratie parlementaire et libérale semble triomphante :

Repose sur des principes nés des Lumières aux XVIII ème et XIX ème siècles, appliqué de longue date en Europe occidentale, aux EU et dans les Dominions GB : libertés démocratiques, pluralisme politique, séparation des pouvoirs, libéralisme économique; celui-ci est largement remis en question pendant le conflit avec l'action économique des Etats (régulation administrée qui apparaît). Il est étendu après la guerre aux nouveaux pays d'Europe centrale, mais il se heurte à des difficultés surtout dans les nouvelles démocraties : inflation, dettes publiques, retour à l'économie de paix (chômage), nationalisme exacerbé chez les vaincus ou les insatisfaits du conflit (Italie), spectre du Communisme qui s'impose en Russie entre 1917 et 1922.

b- La difficile affirmation des démocraties en Europe centrale et méridionale :

Rappeler explosion Empires austro-hongrois et Ottoman + renversement des 3 grandes dynasties (Habsbourg, Hohenzollern, Romanov) + guerre civile en Russie (1917-1922) =>

. floraison de républiques en 1919-1921 : Allemagne (République de Weimar), Autriche, Pologne, Républiques baltes, Finlande, Eire (aux dépens de la GB), Tchécoslovaquie; régimes théoriquement démocratiques (CZ seule démocratie voulue et solide) qui s'ajoutent à France, Suisse et Portugal et monarchies parlementaires très libérales (GB, royaumes scandinaves, Finlande, Belgique, PB, Luxembourg); Espagne, Italie, Yougoslavie, royaumes balkaniques, Turquie de Mustapha Kemal (1923), "régence" de Hongrie = Etats peu démocratiques avec parlements au pouvoirs réduits et suffrage souvent limité.



A. HOOOT - Aix-Marseille

1914 : LES ALLIANCES

Subissent séquelles de 14/18 :

- Autriche = hyper-inflation et chômage, revendication rejetée d'un Anschluss;
- Italie = suffrage universel masculin accordé mais mécontentement des traités, crise de reconversion et agitation fasciste contre Communistes ("maximalistes"); => "marche sur Rome" et prise de pouvoir par Mussolini (octobre 1922);
- Allemagne : humiliation du Diktat de Versailles (rappeler contenu), République considérée comme fille de la défaite, séparatisme rhénan alimenté par France, agitation communiste ("Spartakistes" de K. Liebknecht et R. Luxemburg) avec véritable guerre civile d'octobre 1918 à mai 1919, nationalisme exacerbé avec recours à soldats démobilisés et misérables (Casques d'acier, NSDAP d'A. Drexler puis A. Hitler, tentative de putsch militaire (Von Kapp mars

1920), combats des Corps francs en Silésie contre Polonais, hyper-inflation alimentée par l'Etat qui rembourse ainsi ses dettes en monnaie de singe mais ruine les gens modestes, Réparations monstrueuses (130 mrd RM or = 2,5 fois le PIB de 1914) d'où refus de payer => occupation Ruhr par armée fr en 1923 qui paralyse le pays et accentue la crise (hyper-inflation, putsch raté de Hitler à Munich en octobre, montée anti-sémitisme et anti-communisme); SPD au pouvoir réalise cependant réformes (suffrage féminin, allocs chômage).



c- Les difficultés des vieilles démocraties:

Symboles de la démocratie en Europe = grands vainqueurs de 1918 = GB et FR mais connaissent problèmes.

GB : rappeler institutions (Parlementarisme et respect des libertés exemplaires); subit déclin politique : guerre d'Irlande (1916-1921) et naissance douloureuse de l'Eire, indépendance des Dominions en 1931; difficultés économiques en raison déflation Churchill : £ retrouve sa valeur de 1913 en 1925 et convertible en lingots mais au prix de la crise des vieilles industries et d'un chômage massif.

France : parmi les pays démocratiques, elle jouit du rayonnement politique et moral le plus considérable. La formule de Georges Clemenceau : « La France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal ! » traduit ainsi les sentiments d'une bonne partie de l'opinion internationale dans le camp des vainqueurs et des nouveaux Etats. Beaucoup de pays, anciens ou créés par les traités de paix, se dotent de constitutions imitées peu ou prou du modèle français : ainsi la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Pologne. La III^{ème} République est triomphante et la droite patriote (Bloc national) s'impose aux législatives de 1920 ("Chambre bleue horizon") mais Clemenceau est battu aux présidentielles par P. Deschanel (hostilité des Parlementaires); Fr rencontre difficultés financières (dette publique, reconstruction) et difficultés sociales (grèves pour les 8 h, accordées en 1919, scission de la SFIO au Congrès de Tours, décembre 1920 = naissance de la SFIC séparée de la SFIO dirigée par L. Blum) accentuées par déflation Poincaré (1923-24) qui permet victoire du Cartel des Gauches (Radicaux soutenus par SFIO) et gouvernement Herriot en 1924-26. Difficultés avec Alliés : condamnation occupation Ruhr par GB et EU qui ont peur d'une Révolution communiste en Allemagne, pressions sur la dette française => Fr doit accepter les conditions GB et EU.

EU = démocratie surpuissante, nouveau leader mondial, mais qui se replie sur elle-même : refus de ratifier traités et d'entrer dans SDN, limitation immigration (quota acts de 1921 et 1924) par peur du Communisme, exigence paiement dettes de guerre GB et Fr; fait cependant profiter Monde de leur "prosperity".

B) Une apparente consolidation des démocraties nouvelles (1924-1929).

a- Le retour de la prospérité : les "années folles":

VOIR SCHEMA P. 5

b- La "Prospérité" et le règlement des problèmes européens consolident la paix :

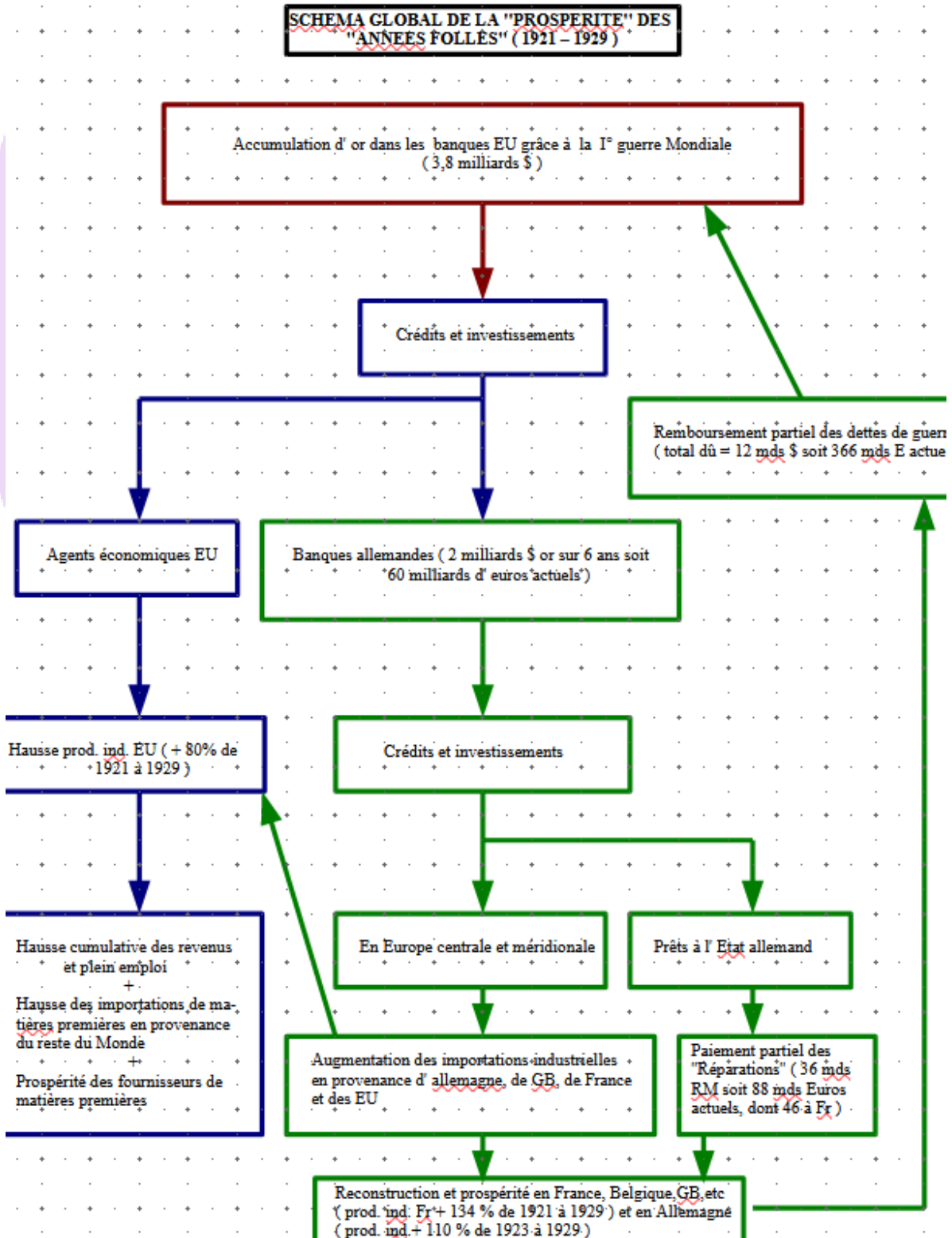
Internationalement, EU et GB acceptent étalement du remboursement des dettes de guerre Fr en raison de notre bonne volonté en 1924; conférence de Gênes (1922) : création d'un SMI avec \$, puis £ (1925) puis FF (1928) convertibles en or mais seulement en lingots (gold bullion standard) = or réservé aux échanges internationaux.

Règlement des Réparations allemandes : plan Dawes (été 1924) = annuités de 1 à 2.5 mrd RM en nature ou en or, crédits EU (par peur du Communisme en Allemagne), évacuation Ruhr par Fr entre 1924 et 1925; ancien RM remplacé par nouveau RM (déflation Schacht) au taux de 1 mrd anciens RM...pour 1 nouveau RM => ruine des épargnants qui fera les choux gras des Nazis ! Plan Young (août 1929) = étale annuités sur 60 ans (!) et permet une évacuation anticipée Rhénanie par armée FR (1930 au lieu de 1935); doit demeurer démilitarisée ensuite.

Octobre 1925 : accords de Locarno entre Fr, GB, Italie, Pologne, CZ = Allemagne reconnaît ses frontières occidentales qui sont garanties par GB et Italie (succès d'A. Briand) mais pas ses frontières orientales (seulement garanties par France avec soutien timide de GB) ! 1926 : Allemagne dans la SDN. Août 1928 : pacte Briand-Kellog = guerre "hors la loi" pour les pays membres de la SDN et EU puis URSS (reconnue par GB et France en 1924).

c- Elle consolide les démocraties européennes :

En France, le Cartel des Gauches (1924-1926) reconnaît l'URSS; il tente de supprimer le Concordat en Alsace Moselle mais recule face au tollé général; il échoue à créer un impôt sur le



capital. En 1926, Poincaré revient au pouvoir avec une majorité droite-radicaux. Il dévalue le Franc germinal de 80 % ce qui donne confiance dans notre monnaie; la croissance est rapide grâce à l'acier, l'automobile et le matériel électrique. La SFIC est marginalisée et le régime est soutenu par l'opinion. Poincaré démissionne en 1929 pour raisons de santé.

En GB, la £ surévaluée gêne les exportations. Le chômage est massif mais la démocratie est solide.

En Autriche, retour à la normale sous la direction des Chrétiens démocrates et des Socialistes; en Allemagne, République de Weimar stabilisée : KPD en recul, NSDAP quasiment éliminé (2,6 % voix en 1928), Hindenburg élu Président en 1925 mais Reichstag dominé par SPD et Centre.

Cependant régimes deviennent plus autoritaires en Italie (1922: installation du Fascisme en 2 ans), Espagne (dictature de Primo de Rivera en 1923-31), Lettonie (1924), Lituanie (1926), Pologne (1926: pouvoir confisqué par Pilsudski), Albanie (1928), Portugal (régime de Salazar qui a duré jusqu'en 1974), Yougoslavie (1929) où le Roi Alexandre prend un pouvoir total ce qui accentue les tensions avec les Oustachis croates.

II / Les démocraties et la paix victimes de la Dépression (1929-1939)

A) Une dépression partie des EU et dramatique en Europe.

SCHEMA, p. 7

B) Les effets de la Dépression dans les « vieilles démocraties ».

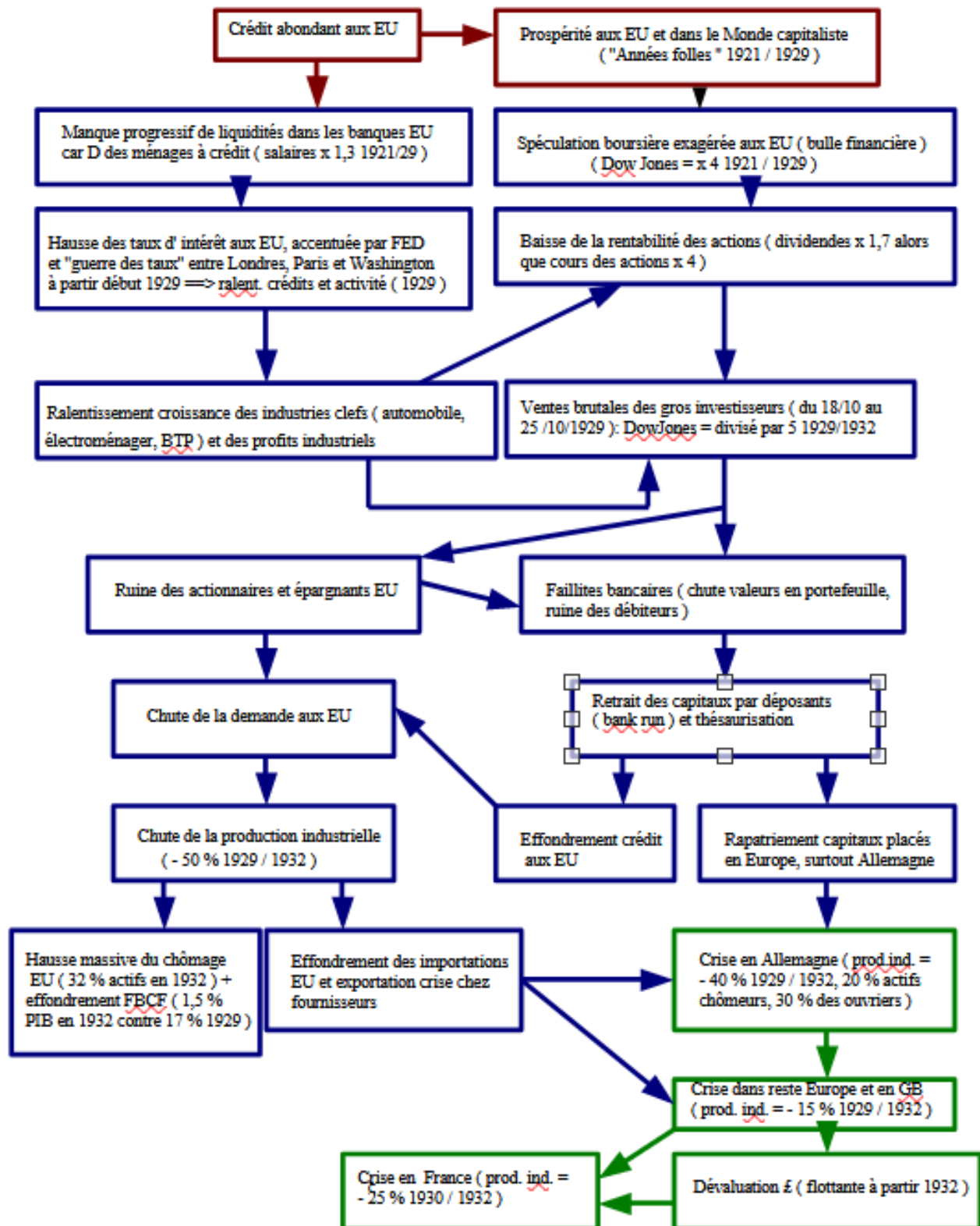
Dans les vieilles démocraties, la crise ne remet pas en question le régime démocratique et les libertés publiques. Seul bémol, une crispation contre le Communisme et, dans certains milieux, une relative complaisance envers Hitler (« plutôt Hitler que Staline ») en GB et aux EU. Tous ces pays sont plus ou moins amenés à adopter des mesures keynésiennes de relance économique par l'État. En revanche ils sont incapables de s'entendre sur des mesures coordonnées contre la dépression et les dévaluations compétitives (échec conférence monétaire de Londres en 1933) et se replient dans un protectionnisme dévastateur (effet dépressif cumulatif), même la GB

a- Les démocraties anglo-saxonnes et nordiques face à la Dépression :

En GB, Royaumes scandinaves et Dominions, démocraties solides.

Aux EU, élection de F D Roosevelt, démocrate, en novembre 1932. Il lance en mars 1933 un vaste programme interventionniste, le New Deal : assurances bancaires pour faire revenir les capitaux dans les banques (avril-octobre 1933), dévaluation de 45 % du \$ en deux fois (1933-1934) pour favoriser exportations, soutien des prix agricoles (mai 1933), mesures en faveur des salariés ou NIRA (réduction temps de travail, salaire minimum mai 1933), lancement de grands travaux dont fameuse Tennessee Valley Authority, suppression prohibition alcool. Résultats décevants en raison de l'hostilité du patronat et de la Cour suprême + insuffisance investissements publics pour ne pas creuser dette publique et limiter création de monnaie.

SCHEMA SIMPLIFIE DE LA CRISE DE 1929 ET DE LA DEPRESSION DES ANNEES 1930



En GB, en 1931, les Conservateurs sont remplacés par les Libéraux et les Travaillistes qui s'inspirent des idées de Keynes. Au niveau monétaire, alors que la GB avait sacrifié son industrie au profit de sa monnaie pendant les années 1920, elle favorise son industrie et donc la création d'emplois en dévaluant de 40 % entre 1931 et 1934. Elle se replie sur le Commonwealth (colonies + dominions) et un ensemble de pays qui acceptent d'être payés en £ et qui en font leurs réserves. Les GB créent une zone de préférence impériale avec les accords Ottawa (1932) qui favorisent les échanges entre les pays du Commonwealth même quand leurs prix sont supérieurs au marché.

L'État aide les vieux secteurs clés de l'industrie et subventionne les secteurs d'avenir : automobile à l'aéronautique, à l'électronique. Le chômage baisse, d'autant que la GB se réarme après 1936 pour faire face au danger allemand. Démocratie solide à laquelle la France doit se conformer.

b- La France en crise profonde :

A partir de 1931, la crise financière mondiale se fait ressentir en France en plongeant lentement l'économie du pays dans un long marasme. Le FF étant surévalué, les capitaux quittent la France avant une inévitable dévaluation. Les dépenses militaires, déjà grevées par la ligne Maginot (1930 - 1939), font les frais des difficultés budgétaires alors qu'Hitler réarme à partir de 1935 (en fait secrètement dès 1933). Le parlement s'oppose à toute réforme d'envergure qui pourrait redresser la situation. On assiste alors à une véritable cascade des ministères : 30 entre 1920 et 1934. Plusieurs scandales politico-financiers (Hanau, Oustric) contribuent au développement de l'antiparlementarisme, de l'anti-sémitisme et à l'émergence d'une droite nationaliste française forte : les Francistes de Bucard qui ne cachent pas leur sympathie pour Hitler ou Mussolini; l'Action française de C. Maurras et L. Daudet, royaliste (mais condamnée par le Vatican et le Comte de Paris en raison de son antisémitisme) ; les Jeunesses patriotes de Taittinger, proches du Fascisme mussolinien et violemment anti-communistes; Solidarité Française de Coty, résolument fasciste ; les Croix de feu, association d'anciens combattants décorés au combat, devenue avec le colonel de La Roque la plus puissante des ligues paramilitaires. Cette extrême droite est globalement nationaliste, xénophobe, antisémite et anti-parlementaire. Seuls les Croix de Feu se contentent de réclamer un exécutif fort et sont républicains.

Le 8 janvier 1934, la police découvre A. Stavisky, escroc russe et juif en fuite après le scandale des bons de Bayonne, soutenu par de nombreux hommes politiques radicaux, suicidé à Chamonix. Le radical E. Daladier décide, à son arrivée au pouvoir, de déplacer le préfet de Paris Chiappe, qu'il juge trop favorable aux ligues d'extrême droite. Cela déclenche l'épreuve de force avec les ligues et la manifestation du 6 février 1934 ; les gardes mobiles, agressés à la Concorde par des coups de feu, tirent et tuent 15 personnes. Daladier démissionne et est remplacé par un cabinet d'Union Nationale dirigé par G. Doumergue. Pour la gauche, le 6 février est interprété comme une tentative fasciste. Un pacte est signé entre PCF (téléguidé par Staline qui veut désormais freiner Hitler) et SFIO en juillet 1934 en vue des élections de 1936. Les Radicaux, stimulés par Mendès France et Jean Zay, y adhèrent en décembre 1935: le Front Populaire est fondé. Hitler profitant de la faiblesse Fr et de l'apathie GB rétablit le service militaire et réarme dès 1935 pour riposter (?) à l'accord d'assistance mutuelle signé par Laval avec l'URSS ; il remilitarise la Rhénanie en mars 1936 => réaction risible de Sarrault : "Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands". France non soutenue par GB laisse faire : dernière occasion de casser les reins à Hitler perdue !

Aux élections d'avril-mai 1936 le Front Populaire est majoritaire. Le parti le plus important est la SFIO ce qui porte L. Blum à Matignon. Le 11 mai 1936, alors que l'ancienne majorité est encore au pouvoir, un mouvement de grèves se développe dans tous les pays. Ce mouvement ouvrier revendique des

conditions de travail meilleures, de meilleurs salaires, plus de loisirs et plus de considération pour l'ouvrier. Le 7 juin 1936, les accords de Matignon sont signés par les délégués patronaux et syndicaux sous le patronage de l'Etat. Ils établissent le droit syndical dans l'entreprise et définissent les conditions d'élaboration des conventions collectives; les salaires sont augmentés de 10 à 15%; la semaine de travail est réduite à 40 heures et les congés payés de 2 semaines sont créés. Le FF est dévalué pour rétablir la compétitivité ; l'armement et les chemins de fer sont nationalisés (SNCF 1937), l'ONIB et la CNR sont créés. Le Front Populaire se heurte à de grandes difficultés : fuite des capitaux, hausse des coûts de production, baisse de la productivité qui empêche le réarmement, déficit budgétaire, guerre d'Espagne qui provoque l'éclatement du Front Populaire. Le 21 juin 1937 Blum démissionne en raison du refus du sénat de voter des moyens financiers. E. Daladier devient président du Conseil avec une coalition droite-radicaux (Paul Reynaud aux Finances) ; ses préoccupations sont essentiellement d'ordre extérieur avec le danger croissant de guerre : Anschluss en mars 1938, conférence de Munich en septembre 1938 puis l'affaire polonaise à l'été 1939.

C) L'écroulement des jeunes démocraties.

L'Allemagne est le pays européen le plus touché par la crise en raison du retrait des capitaux EU et de la chute des exportations (prod. ind. : -50 % 1929-1932, 1/3 de chômeurs). Comme tous les Allemands de sa génération, le chancelier Brüning, nommé en 1930, voit dans l'inflation le mal absolu. Il préfère donc tenter d'assainir l'économie par une politique de « déflation », en réduisant les coûts salariaux et les prix ainsi que les dépenses publiques avec l'espoir que, dans un second temps, les profits des entreprises remonteront et encourageront les investissements et les exportations. Aux élections de septembre 1930, le désenchantement favorise les partis extrémistes. Le parti nazi, qui n'avait recueilli que 2,6% des voix en 1928 avec 12 députés seulement, recueille cette fois 18,3% des voix, avec 102 députés. En 1931, sur les instances EU, les Alliés suspendent le paiement des Réparations (moratoire de Hoover) En 1932, Hitler arrive second aux présidentielles derrière Hindenburg. En janvier 1933, le parti nazi gagne les élections. La droite (Von Papen) soutient Hitler pour qu'il devienne Chancelier. La machine est lancée. En Estonie, un régime autoritaire s'implante en 1933. En Autriche, le chancelier Dollfus, très nationa-liste, prend les pleins pouvoirs en 1933 avant d'être assassiné par les Nazis en juillet 1934 ; son successeur Schuschnigg, ne pourra rien contre l'Anschluss en mars 1938. En CZ la République tient le coup mais est lâché par les FR et GB lors de la crise des Sudètes en septembre 1938 ; en mars 1939 elle est avalée par Hitler (Bohême-Moravie protectorat, Slovaquie état vassal). En Espagne, la République est proclamée en 1931. Ses tendances populaires horrifient les possédants, l'armée, l'Église...et la GB. La victoire du frente Populaire en mars 1936 provoque le pronunciamiento militaire de Franco et une guerre civile dans laquelle les Franquistes l'emportent grâce au soutien de l'Allemagne et de l'Italie alors que seule l'URSS aide la République. Franco triomphe en mars 1939.

Conclusion (carte p. 10) :

En mars 1939, les démocraties libérales européennes se limitent à la France, au futur Benelux, à la Suisse, à la Scandinavie et aux Iles britanniques. Le reste de l'Europe est soumis aux régimes totalitaires, à leurs conquêtes (Autriche, CZ, Albanie) et à des régimes autoritaires. La collusion aberrante Allemagne-URSS aboutit à une guerre inévitable à cause de la frilosité des Grandes démocraties, lâchées par les EU.

